

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Maître de l'ouvrage :

**INSTITUT NATIONAL RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

**Centre de Recherches de Nouvelle-Aquitaine-Poitiers
RD 150 – LE CHENE
86600 LUSIGNAN**

Objet : CARBOSICLEX

Construction d'un socle et aménagements

Site Du Chêne – 86600 LUSIGNAN

*La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1
et R2123-4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du Code
de la Commande publique*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1		
1	ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	4
1.2	Structure du marché.....	4
1.2.1	Décomposition en lots	4
1.2.2	Découpage en tranches et variantes	4
1.3	Connaissance de l'ouvrage	5
1.4	Dispositions particulières	5
1.5	Maîtrise d'œuvre	5
1.6	Contrôle technique.....	5
1.7	Coordination Sécurité	5
2	ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3	ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE, PRIX ET VARIATION, PAIEMENT	6
3.1	Répartition des paiements au Titulaire et aux sous-traitants.....	6
3.1.1	Désignation et acceptation de sous-traitants	7
3.1.2	Modalités de paiement direct d'un sous-traitant	7
3.1.3	Modalités de présentation des factures du sous-traitant et du Titulaire	8
3.2	Répartition des dépenses de chantier	8
3.3	Facilités données par le Maître d'ouvrage :	9
3.4	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	9
3.4.1	Modalités d'établissement des prix :	9
3.4.2	Caractéristique des prix pratiqués :	9
3.5	Variation dans les prix	9
3.5.1	Type de variation des prix :	9
3.5.2	Mois d'établissement des prix du marché :	9
3.5.3	Choix des index de référence :	10
3.5.4	Modalités de variation des prix :	10
3.5.5	Actualisation provisoire :	10
3.5.6	Application de la taxe à la valeur ajoutée :	10
4	ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES	10
4.1	Période de préparation	10
4.1.1	Calendrier prévisionnel d'exécution	11
4.2	Pénalités pour retard	11
4.2.1	Retard dans la remise des documents en phase préparation et en cours d'exécution	11
4.2.2	Retard sur le délai d'exécution	11
4.2.3	Retard dans la remise des documents « projet DOE » et « DOE définitif »	11
4.3	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	12
5	ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1	Retenue de garantie	12
5.2	Avance	12
5.3	Avances sur matériels	13
6	ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
6.1	Provenance des matériaux et produits	13
6.2	Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits	13
6.3	Prise en charge, manutention et conservation des matériaux et produits fournis pour l'entrepreneur ...	13
7	ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	13
7.1	Piquetage général.....	14
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	14
8	ARTICLE 8 - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	14
8.1	Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution	14
8.2	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	14
8.2.1	Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier :	14

8.2.2	Installations à réaliser par l'entreprise :	14
8.2.3	Hygiène et sécurité :	14
8.2.4	Signalisation des chantiers :	15
8.3	Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	15
8.4	Travaux modificatifs et imprévus	15
9	ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
9.1	Essais et contrôles des ouvrages	15
9.2	Réception et garantie	15
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	16
9.4	Documents fournis après exécution (Projet DOE et DOE définitif)	16
9.5	Délais de garantie	16
9.6	Assurances	16
10	ARTICLE 10 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	17
10.1	Modalités de facturation	17
10.2	Paiement des sous-traitants	18
10.2.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché :	18
10.2.2	Modalités de paiement direct :	18
10.3	Modalités et délais de règlement	18
11	ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1 ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 *Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le marché de travaux décrit ci-après.

Le projet CARBOSICLEX situé sur le site du Chêne à Lusignan (86600) consiste à construire une infrastructure qui permettra de simuler l'impact du changement climatique sur des micro-parcelles de prairies cultivées en extérieur. La simulation des climats futurs consistera notamment à enrichir la teneur en CO₂ dans l'atmosphère au niveau des micro-parcelles. Pour cela, une cuve de gaz CO₂ sera installée sur site afin d'alimenter 8 systèmes d'anneaux poreux placés autour des micro-parcelles.

Des travaux de gros-œuvre sont nécessaires pour la construction d'un socle support à la cuve de CO₂ ainsi que **des travaux de VRD** pour créer les réseaux d'acheminement du CO₂ et des ressources électriques vers les micro-parcelles et organiser l'aménagement des abords pour la livraison du CO₂ par camion-citerne.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Lusignan jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 *Structure du marché*

1.2.1 *Décomposition en lots*

Les travaux sont répartis en un lot unique dont le détail est précisé au C.C.T.P.

1.2.2 *Découpage en tranches et variantes*

Le marché fait l'objet d'une seule tranche.

Variantes obligatoires

Le maître d'ouvrage demande le chiffrage obligatoire de deux variantes obligatoires qu'il se réserve le droit de commander ou non au moment de la signature des marchés.

Variante obligatoire n°1 : aménagement extérieur avec élargissement d'une voie d'accès

Variante obligatoire n°2 : aménagement extérieur avec empiérement de surface

Variantes libres

Les variantes libres à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas admises.

1.3 **Connaissance de l'ouvrage**

L'entreprise reconnaît avoir compris les spécificités en rapport avec le chantier qui lui est confié et avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer des prestations à réaliser.

Elle reconnaît aussi avoir une parfaite connaissance des lieux ainsi que toutes les contraintes ou sujétions y afférents pour réaliser l'exécution parfaite de ses prestations définies dans les pièces contractuelles.

Une omission sur un plan ou une pièce écrite n'a pas pour effet de soustraire l'Entreprise de ses obligations d'exécuter l'intégralité des ouvrages de son marché. L'entreprise reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications et études qu'elle estime nécessaire et obtenu les informations de sorte qu'aucune contestation ne peut être admise après la remise des offres.

1.4 **Dispositions particulières**

Le Titulaire travaillant en site occupé prend les dispositions nécessaires à la protection des personnes, des biens et équipements présents sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne la sécurité des personnes et les dégradations occasionnées par ses interventions. Il se soumet aux conditions d'accès aux locaux, s'engage à respecter les consignes de sécurité et à appliquer le plan de prévention établi. Il est soumis à des obligations de discrétion et confidentialité concernant toute information qui pourrait être portée à sa connaissance.

1.5 **Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par INRAE, qui est aussi maître d'ouvrage.

Toutefois, une mission d'études a été confiée au bureau d'étude DL Structures en phase PRO/DCE pour l'étude structure du socle support de la cuve CO2.

1.6 **Contrôle technique**

Le contrôle technique est confié à

BUREAU ALPES CONTROLES SAS - 7 avenue du G^{al} de Gaulle – 17400 AYTRE

Il est titulaire des missions suivantes :

- ✓ LP, relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
- ✓ LE, relative à la solidité des existants

1.7 **Coordination Sécurité**

Sans objet

2 **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicable, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- ✓ Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles.
- ✓ Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- ✓ Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) :
- ✓ avec les annexes ci-après :
 - Pièces technique :
 - *Annexe CCTP GO - CarboSiclex INRAE* (contextualisation et précisions techniques)
 - Pièces graphiques :
 - *Plan de masse Site du Chêne - INRAE*
 - *Plan Coffrage DCE - CarboSiclex INRAE*
 - Rapports de Contrôle Technique :
 - *CRED N2 AlpesContrôles - Carbosiclex INRAE* (avis sur plan de coffrage)
 - *CRED N3 AlpesContrôles - Carbosiclex INRAE* (avis sur rapport G2 PRO)
 - Rapport étude de sol :
 - *Rapport G2PRO AIS - CarboSiclex INRAE*
- ✓ Décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.). Il est précisé que toute erreur ne peut entraîner une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.
- ✓ Les fiches techniques et/ou commerciales des matériels et matériaux proposés.
- ✓ La "notice méthodologique" et les schémas rédigés par l'entreprise.

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2.

- ✓ Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil.
- ✓ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-Travaux), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Ces documents sont réputés connus des deux parties et ne sont pas joints aux pièces du marché.

3 ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE, PRIX ET VARIATION, PAIEMENT

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitantes et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

La présentation d'un sous-traitant à l'acceptation du Maître d'Ouvrage peut intervenir :

- ✓ Soit au moment de l'offre ou de la soumission, auquel cas, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant (ou de l'un des sous-traitants proposés si plusieurs l'ont été pour une même prestation sous-traitée) et agrément des conditions de paiement,
- ✓ Soit après la passation du marché par acte spécial visé par le Maître d'Ouvrage ou avenant.

3.1 Répartition des paiements au Titulaire et aux sous-traitants

L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire, aux co-traitants et aux sous-traitants.

3.1.1 Désignation et acceptation de sous-traitants

Conformément à l'article L.2193-4 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique, le Titulaire d'un marché public ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date d'intervention de l'entreprise sous-traitante ;

Les sous-traitants doivent être acceptés par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier.

Pour cela, le Titulaire remettra au maître d'ouvrage une déclaration de sous-traitance. Le dossier de demande d'agrément du sous-traitant sera constitué de :

- L'acte spécial (formulaire DC4 **version 2019 code de la commande publique**) dûment complété et signé du Titulaire et du sous-traitant,
- L'attestation signée du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics qui peut être remplacée par les formulaires DC1 et DC2 complétés et signés,
- Les références et qualifications le cas échéant permettant au Maître d'Ouvrage d'apprécier la capacité professionnelle et financière du sous-traitant.

Pour l'établissement de la nature des prestations sous-traitées, le Titulaire se réfère obligatoirement, strictement et uniquement aux postes de la décomposition du prix global forfaitaire.

En cas de sous-traitance, seul le Titulaire du marché est en relation contractuelle avec le pouvoir adjudicateur, il n'existe pas de relations contractuelles directes entre le pouvoir adjudicateur et le sous-traitant. **Le Titulaire du marché est seul responsable de la bonne exécution du marché.**

Si le Titulaire du marché public a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

3.1.2 Modalités de paiement direct d'un sous-traitant

Le paiement direct du sous-traitant qui a été accepté est de droit pour tout montant égal ou supérieur à 600 € TTC.

Depuis le premier janvier 2014 et dans le cadre de la sous-traitance, l'auto-liquidation de la TVA s'applique. Ainsi, la TVA due au titre des travaux de construction relevant de l'article 283-2 nonies du Code Général des Impôts et réalisés par un sous-traitant doit être acquittée par le Titulaire du marché public qui est considéré comme le preneur assujéti au sens de l'article 256 A du Code Général des Impôts. **Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces travaux. Ils devront donc indiquer, sur leurs factures, en lieu et place du montant de la TVA, la mention « Autoliquidation ».**

En cas de sous-traitance, l'avance versée au Titulaire du marché public est calculée sur la base du montant total du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu au paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché. Le calcul du montant de cette avance se fait par référence au montant des prestations sous-traitées uniquement.

3.1.3 Modalités de présentation des factures du sous-traitant et du Titulaire

Conformément à l'article R.2193-16 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, dans le cadre du paiement direct du sous-traitant, ce dernier utilise le portail public de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr>. Il y dépose sa facture (cadre de facturation A10) **libellée au nom du Titulaire** sans autre formalité.

Le Titulaire du marché public dispose de 15 jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la facture de son sous-traitant sur le portail de facturation.

Le délai de paiement court à compter de l'accord du Titulaire du marché public ou de l'expiration du délai de 15 jours en cas de silence du Titulaire du marché public.

Les modalités de présentation des factures pour la facturation des prestations du Titulaire du marché sont les suivantes :

1 - Le Titulaire du marché étant seul responsable de la bonne exécution du marché public vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, il doit enregistrer, dans sa propre comptabilité, le montant des décomptes ou des factures se rapportant aux prestations sous-traitées ainsi que les sommes payées directement au sous-traitant.

2 - Il doit donc reprendre, dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le paiement de ses propres prestations, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

Le Titulaire joint à son projet de décompte mensuel ou final la facture du sous-traitant.

3.2 Répartition des dépenses de chantier

Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du lot.

Pour le nettoyage du chantier :

- le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par l'entrepreneur des consignes de nettoyage, INRAE se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entrepreneur.
- le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déchets
- le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Tri sélectif des déchets

Le titulaire est tenu de respecter les prescriptions relatives à la gestion et au tri sélectif des déchets selon les règles d'INRAE.

Dépenses de consommations :

INRAE mettra à disposition l'eau potable et l'énergie électrique nécessaires au chantier.

3.3 Facilités données par le Maître d'ouvrage :

Des emplacements seront mis à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état, en fin de travaux, dans le délai prévu pour le repliement des installations de chantier,

Pour information, le site est accessible les jours ouvrés, **de 7 h 30 à 18 h 00**. En dehors de ces horaires, l'accès devra être autorisé au préalable par INRAE.

⇒ INRAE mettra à disposition l'eau potable et l'énergie électrique nécessaires au chantier.

⇒ INRAE se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entreprise et raccordées à ses réseaux privés.

3.4 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.4.1 Modalités d'établissement des prix :

Les prix du marché sont hors T.V.A.

3.4.2 Caractéristique des prix pratiqués :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Il est précisé que les quantités éventuelles sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent vérifier de manière à remettre un prix forfaitaire sous leur entière responsabilité. Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les indications du dossier de consultation.

En cas de cotraitance qui sera conjointe, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

3.5 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.5.1 Type de variation des prix :

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.5.2 Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" (m₀).

3.5.3 Choix des index de référence :

Les index de référence I choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux sont les suivants :

Designation du lot	Index (I)
Gros Œuvre - VRD	BT06

3.5.4 Modalités de variation des prix :

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3}/I_0$$

Où

I_0 est la valeur de l'index BT du lot considéré, prise au mois de remise des offres (mois m_0)

I_{d-3} est la valeur de l'index BT du lot considéré, prise au mois " m_{d-3} ", antérieur de 3 mois au mois " m_d " correspondant à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations (ordre de service). Ceci sous réserve que le mois " m_d " soit postérieur de plus de trois mois au mois " m_0 ".

3.5.5 Actualisation provisoire :

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

3.5.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

4 ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 6 semaines, comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des travaux.

Compte tenu de la date prévisionnelle de notification durant la semaine 47 (17 au 21 novembre 2025), les semaines 52 & 01 (22/12/2025 à 04 janvier 2026) ne seront pas comptabilisées dans le délai de 6 semaines mentionné ci-dessus.

Il est procédé notamment, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins d'INRAE :

- ⇒ mise à disposition à l'entrepreneur des terrains.
- ⇒ validation du programme d'exécution des travaux,

- ⇒ validation de l'ensemble des plans et études d'exécution établis par l'entreprise et nécessaires avant le début des travaux, après émission, par le contrôleur technique, de son CRED (Compte Rendu d'Examen de Documents) et lever des éventuels avis défavorables.

- par les soins du titulaire:

- ⇒ établissement et présentation au visa d'INRAE du programme d'exécution des travaux, comprenant plans de détails, plans de chantier, notes de calcul, cahiers de documentation techniques et plus généralement, tous documents nécessaires à la compréhension des ouvrages qu'il envisage de réaliser.
- ⇒ présentation du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G Travaux, l'entreprise encours les pénalités suivantes :

4.2.1 Retard dans la remise des documents en phase préparation et en cours d'exécution

Les pénalités encourues pour retard dans la transmission des documents du dossier d'exécution, en **phase préparation** de chantier et **en cours de chantier** sont égales à **50 € HT** par jour calendaire de retard, sur simple constatation par le Maître d'œuvre.

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé élaboré et éventuellement modifié comme il est indiqué au 4.2.2 a) et c) ci-dessus.

4.2.2 Retard sur le délai d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter le délai d'exécution tel que fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et au calendrier détaillé d'exécution sous peine d'encourir la pénalité journalière indiquée ci-après.

La pénalité est fixée à 1/1000^{ème} du montant HT du marché y compris les avenants, sans excéder 25% du montant HT du marché, sera appliquée sur simple constatation du maître d'œuvre.

4.2.3 Retard dans la remise des documents « projet DOE » et « DOE définitif »

En cas de retard dans la remise du projet ou de la version définitive du Dossier des Ouvrages Exécutés, une pénalité égale à **50 € HT** par jour calendaire de retard pourra être opérée sur la facture. Elle sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, toutes les pénalités se comptent en jour calendaire. Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, toute pénalité est due dès le premier euro. Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, toutes les pénalités sont fermes et ne feront l'objet d'aucune application de la formule de variation des prix.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités, ayant pour objet de sanctionner le retard pris par le fournisseur dans l'exécution du contrat et de réparer le préjudice subi, de ce fait,

par le client. Elles ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de services et **ne sont donc pas situées dans le champ d'application de la TVA.**

4.3 *Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière de 50 € HT par jour calendaire.

5 ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 *Retenue de garantie*

Une retenue de garantie de 5 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par l'agent comptable.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie (caution personnelle et solidaire ou garantie à première demande) dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du décret n°2018-1075 précité.

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Administration dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

5.2 *Avance*

Le Titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-5 du décret n°2018-1075 précité, **si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois**, sauf renonciation express du titulaire à l'article 4 de l'Acte d'engagement

Pour les lots dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée à l'entrepreneur sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du marché (10 % si PME).

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5 % du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

5.3 *Avances sur matériels*

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

6 ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 *Provenance des matériaux et produits*

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 *Caractéristiques, qualités, vérifications des matériaux et produits*

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre.

6.3 *Prise en charge, manutention et conservation des matériaux et produits fournis pour l'entrepreneur*

L'entrepreneur reste responsable des livraisons et du stockage des matériels et produits livrés sur le chantier pour son compte.

En aucun cas INRAE ne saurait prendre en charge des livraisons pour le compte de l'entrepreneur et ne saurait être rendu responsable de manquement ou disparition.

7 ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec INRAE avant tout commencement des travaux par l'entrepreneur.

7.1 Piquetage général

Le piquetage général du bâtiment sera effectué sous la responsabilité l'entrepreneur en présence du maître d'œuvre pour validation, avant le commencement des travaux conformément à l'article 27 du CCAG avec le degré de précision indiqué au CCTP.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par l'entrepreneur avec l'assistance du maître d'œuvre.

8 ARTICLE 8 - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Plans d'exécution et de synthèse, études d'exécution

Les plans d'exécution, plans de synthèse et études d'exécution devront être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.7 du présent C.C.A.P. dans le cadre de sa mission et par le maître d'œuvre.

8.2 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.2.1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier :

Voir article 3.3

8.2.2 Installations à réaliser par l'entreprise :

Se conférer aux dispositions du CCTP.

8.2.3 Hygiène et sécurité :

Il est rappelé aux entreprises l'obligation du respect des dispositions suivantes :

- Mise en place des principes généraux par référence au Code du Travail et à l'ensemble des textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers de construction, conformément aux lois et décrets ci-après :

- * La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiée sur les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- * Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les mesures particulières ci-après sont à prendre par l'entrepreneur :

- installation de chantier et protections collectives (définies au CCTP et au Plan Général de Coordination)
- remise par l'entrepreneur à la réception des ouvrages du D.O.E. (plans de récolement, notice d'entretien et d'utilisation).

8.2.4 Signalisation des chantiers :

Se conférer aux dispositions du CCTP.

8.3 Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Sans objet

8.4 Travaux modificatifs et imprévus

En cours de chantier, des modifications ou des imprévus peuvent être demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre ou le Titulaire.

Ces modifications ou imprévus feront l'objet d'une fiche modificative de travaux.

Ces fiches modificatives de travaux seront établies par le Maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées au Titulaire (sous 4 jours) et au représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans le délai prescrit, le Titulaire retournera (sous 8 jours) la fiche complétée par ses soins (avec descriptions des incidences si besoin) au maître d'œuvre qui la transmettra (sous 2 jours) avec son avis au représentant du pouvoir adjudicateur.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée au Titulaire. Cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs ou imprévus.

Les travaux modificatifs ou imprévus acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ou imprévus ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche modificative de travaux sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus.

Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche modificative de travaux dûment acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

Les travaux modificatifs ou imprévus acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront réglés :

- par référence aux prix unitaires figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire ;
- par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché.

9 ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence du maître d'œuvre.

9.2 Réception et garantie

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des prestations et des essais prévus au C.C.T.P.

Les articles 41.4 à 41.8 du CCAG travaux s'appliquent et complètent la présente clause.

9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4 Documents fournis après exécution (Projet DOE et DOE définitif)

En dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, à la fin des travaux et au plus tard 10 jours avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un exemplaire du projet de D.O.E. conformément aux dispositions du CCTP, notamment pour permettre le suivi de la réalisation des épreuves des lots techniques.

En dérogation à l'article 12.3 du C.C.A.G. Travaux, dans le délai de **10 jours maximum** à compter de la date de notification de la décision de réception des ouvrages, l'entrepreneur devra transmettre à INRAE :

- ⇒ Le D.O.E. définitif (plans de récolement, notices d'entretien et d'utilisation, Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage, ...
- ⇒ Le projet de décompte final.

La version définitive du D.O.E sera fournie en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire reproductible sous format informatique contenant les fichiers aux formats DWG, Word, Excel, PDF dont l'ensemble en couleur.

Pour les plans établis par informatique, il sera demandé un exemplaire des fichiers de dessin compatibles Autocad LT 2022, sur support informatique.

9.5 Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **12 (douze) mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux.**

Les dates des différentes réceptions des travaux marquent le point de départ, pour chacun des lots concernés :

- du délai d'un an de la garantie de parfait achèvement,
- du délai de la garantie des matériels selon spécifications des fournisseurs,
- du délai de la garantie décennale des constructeurs.

9.6 Assurances

A la remise de son offre le soumissionnaire est réputé avoir contracté les assurances ci-après.

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation à jour sur demande et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ladite demande.

10 ARTICLE 10 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

10.1 *Modalités de facturation*

Le règlement des comptes se fait par **des acomptes mensuels et un solde**.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que tant que les essais, réception et documents prévus dans les documents de la consultation n'auront pas été fournis ou réalisés de façon concluante, celui-ci ne pourra être payé au-delà de 95 % des sommes dues au titre du marché, le solde pouvant être demandé à la réalisation de ces formalités.

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves en application de l'article 41.6 du CCAG Travaux et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves

Le Titulaire établira ses projets de décomptes mensuels en reprenant le descriptif des prestations effectuées sur la base de la décomposition des prix forfaitaires.

Transmission dématérialisée des projets de décompte sur CHORUS PRO

Conformément à la loi sur la simplification de la vie des entreprises et le code de la commande publique en vigueur, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs projets de décompte sur le portail mutualisé de l'Etat sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant impérativement le numéro d'engagement donné par INRAE.

L'ensemble des projets de décomptes devront être déposé à l'attention du Maître d'œuvre qui les récupèrera pour y apposer son visa dans ce circuit dématérialisé.

Conformément aux dispositions de l'article 1 du décret n°2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facture doit respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les informations suivantes :

Papier à en-tête du Titulaire :

- La raison sociale et l'adresse,
- Le numéro de SIRET,
- Le numéro de TVA intracommunautaire en d'assujettissement ou la mention de non assujettissement,
- Les coordonnées bancaires ou postales telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement.

En cas de changement des coordonnées bancaires ou postales du Titulaire, INRAE doit en être immédiatement informé par courrier.

En cas d'affacturage, la mention subrogative ainsi que les coordonnées du factor doivent obligatoirement figurer sur la facture.

La facture doit impérativement être établie à l'ordre de INRAE, comporter le numéro de TVA intra-communautaire de INRAE : FR57180070039 et mentionner le numéro du marché public

10.2 Paiement des sous-traitants

10.2.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.2 du C.C.A.G. travaux
- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

10.2.2 Modalités de paiement direct :

Pour les sous-traitants, se reporter aux modalités indiquées dans les articles 3.1.1 à 3.1.3 ci-dessus.

10.3 Modalités et délais de règlement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de chaque décompte.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies. A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le SIRET à utiliser pour le dépôt est celui du centre payeur où se trouve notre agence comptable soit **180 070 039 01274**. Le numéro d'engagement sera **le numéro de commande communiqué** par INRAE au moment de la notification.

L'adresse de facturation est : INRAE SBFC– Centre de Nouvelle-Aquitaine-Bordeaux
71 Avenue Burlaux - CS 20032
33 882 VILLENAVE D'ORNON CEDEX

11 ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

La dérogation explicitée dans l'article désigné ci-après du C.C.A.P. est apportée à l'article suivant des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- ✓ l'article 2 déroge à l'article 4 du C.C.A.G. travaux.
- ✓ l'article 4.2 déroge à l'article 19 du C.C.A.G. travaux.
- ✓ l'article 9.4 déroge aux articles 12.3 et 40 du C.C.A.G. travaux.
- ✓ l'article 10.1 déroge à l'article 12.4 du C.C.A.G. travaux.